

ANNE-LAURE DUPONT, CATHERINE MAYEUR-JAOUEN  
ET CHANTAL VERDEIL

# Histoire du Moyen-Orient

---

*du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*

Deuxième édition

**ARMAND COLIN**

# Collection U

## Histoire

### Des mêmes auteurs

Anne-Laure Dupont, Catherine Mayeur-Jaouen, Chantal Verdeil, *Le Moyen-Orient par les textes XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, collection « U », 2011.

#### Anne-Laure Dupont :

- *Ġurġī Zaydān 1861-1914, écrivain réformiste et témoin de la Renaissance arabe*, Damas, Institut français du Proche-Orient, 2006.

- *Atlas de l'islam. Lieux, pratiques et idéologie*, cartographie de Guillaume Balavoine, Paris, Autrement, nouvelle édition, 2022 (1<sup>re</sup> éd. 2005, 2<sup>e</sup> 2014).

#### Catherine Mayeur-Jaouen (ouvrages parus depuis 2017 seulement) :

- avec Francesco Chiabotti, Ève Feuillebois-Pierunek et Luca Patrizi (eds.), *Ethics and Spirituality in Islam: Sufi Adab*, Leyde, Brill, 2017.

- (ed.) *Adab and Modernity: A "Civilising Process"?* (Sixteenth-Twenty-First Century), Actes du colloque de mai 2014, Brill, Leyde, 2019.

- *The Mulid of al-Sayyid al-Badawi of Tanta. Egypt's Legendary Sufi Festival*, The American University in Cairo Press, Le Caire, 2019.

- *Voyage en Haute-Égypte. Prêtres, coptes et catholiques*, Paris, CNRS Éditions, 2019.

#### Chantal Verdeil :


- *La mission jésuite du Mont-Liban et de Syrie au XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Les Indes savantes, 2011.

- (dir.) *Missions chrétiennes en terre d'Islam, Moyen-Orient, Afrique du Nord (XVII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, anthologie de textes missionnaires, Turnhout, Brepols, 2013.

- en codirection avec Michalis N. Michael et Tassos Anastassiadis, *Religious Communities and Modern Statehood: The Ottoman and Post-Ottoman World at the Age of Nationalism and Colonialism*, Berlin, Klaus Schwarz, 2015.

Illustration de couverture : Syrie, Ghouta orientale (région de Damas), mars 2016, manifestation populaire contre les affrontements entre groupes armés. Photographie d'Anas Mohammad Ali.

Mise en page : Belle Page

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1<sup>er</sup> juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>	<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
	

© Armand Colin, 2016, 2023 pour la présente édition

Armand Colin est une marque de

Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

ISBN 978-2-200-63064-5

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

# Introduction

En 2022, au moment où se prépare la deuxième édition de cet ouvrage, le Moyen-Orient reste synonyme de déchaînements de violence, de destructions, d'espoirs déçus et d'horizons bouchés : guerres civiles à peine éteintes, slogans de califat et d'islam politique toujours mobilisateurs, risques de terrorisme mondialisé, effondrement des sociétés en Syrie et en Irak, délabrement économique et interminable crise politique du Liban, trafics de drogue, instabilité libyenne, dictatures renforcées, violence et corruption, enfermement de la bande de Gaza, guerre à Jérusalem, vagues de réfugiés et de déplacés par millions, victimes par centaines de milliers. Cette sombre actualité réduit les populations à de passifs otages de conflits qui les dépassent : elle ne résume pourtant pas l'histoire des sociétés du Moyen-Orient, pas plus qu'elle ne vient conclure un inéluctable destin, résultat d'un triste passé. Restituer aux populations concernées leur droit à l'histoire – donc à l'espoir – est l'un des premiers objectifs de ce manuel, destiné aux étudiants, aux collègues désireux d'enseigner ce délicat sujet, à un grand public curieux de s'instruire et de comprendre le monde dans lequel il vit.

Depuis la première édition en 2016, l'historiographie (les références des ouvrages cités ci-dessous sont toutes en bibliographie) s'est enrichie de plusieurs manuels en langue française consacrés à l'histoire moderne et contemporaine du Moyen-Orient. Jusqu'alors peu nombreux, ils furent suscités par l'inscription du Moyen-Orient de 1876 à 1980 au programme du CAPES d'histoire-géographie et de l'agrégation d'histoire en 2017 et 2018. Parmi les ouvrages dédiés à la question de concours et titrés comme elle, citons le volumineux collectif des éditions Atlande (2017) organisé en deux parties, chronologique et thématique, qui en font un instrument de travail fort utile (dir. Sylvia Chiffolleau, Anne-Claire de Gayffier-Bonneville *et al.*). Plus ambitieux par la longueur de la période abordée et l'originalité du point de vue, le livre d'Olivier Bouquet, Philippe Pétriat et Pierre Vermeren intitulé *Histoire du Moyen-Orient de l'Empire ottoman à nos jours, au-delà de la Question d'Orient* (2016),

doit être également mentionné, tout comme *Le Moyen-Orient (Fin XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)* (2016) : dirigé par Leyla Dakhli, ce volume de la collection « Points Histoire » propose de courtes et sensibles synthèses sur des sujets qui croisent politique et société : femmes, confessions et minorités, mondes urbains et ruraux, migrations, révolutions, militaires, avec un unique chapitre sur un espace géographique, le golfe Persique, lequel constitue depuis quelques années un champ dynamique de la recherche en sciences sociales en France.

À ces titres, ajoutons l'excellent manuel des éditions Armand Colin, *Histoire des pays d'Islam de la conquête de Constantinople à l'âge des révolutions* (2018), sous la direction de l'historien médiéviste Pascal Buresi. Il diffère des autres à la fois par l'étendue chronologique, du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours, et par l'extension géographique, du Maghreb à l'Inde. En redonnant toute sa place à l'histoire moderne, en repérant les scissions du monde musulman depuis les trois grands empires ottoman, moghol et safavide, il rappelle que la civilisation islamique ne se réduit pas au Moyen Âge, qu'elle ne peut être lue par le seul prisme du monde arabe comme on en eut trop longtemps l'habitude en France, que le XIX<sup>e</sup> siècle ne succéda pas à une période de déclin et que, par conséquent, il ne saurait être vu comme un temps d'« éveil » ou de « renaissance », mais comme un temps de mutations profondes, poursuivies au siècle suivant et dues à de multiples facteurs : réformes étatiques dans l'Empire ottoman et en Iran, domination coloniale européenne, révolutions constitutionnelles, imprimerie, nationalisme, avènement de nouveaux États, bouleversements démographiques et enjeux du développement en sont les plus saillants.

Bien que ces manuels comblent un vide en tentant de dépasser les aires linguistiques, voire la coupure de 1800, ils ne s'inscrivent évidemment pas dans un paysage historiographique vierge. Ils sont tributaires de travaux qui privilégient soit le monde arabe (livres d'Albert Hourani et d'Eugène Rogan, *Histoire des peuples arabes*, *Histoire des Arabes de 1500 à nos jours* – traduits de l'anglais – ; ouvrages de Georges Corm et d'Henry Laurens ; manuel de Vincent Cloarec et Henry Laurens), soit l'Iran (livre à trois, mis à jour en 2007, de Jean-Pierre Digard, Bernard Hourcade et Yann Richard ; livres de Bernard Hourcade et de Yann Richard), soit l'Empire ottoman (voir la remarquable synthèse parue en 1989 sous la direction de Robert Mantran et l'indispensable *Dictionnaire de l'Empire ottoman* édité en 2015 par François Georgeon, Nicolas Vatin et Gilles Veinstein), ou encore la seule Turquie (Hamit Bozarslan).

Toujours d'une grande utilité et novatrices en leur temps, ces synthèses sont parfois datées : ainsi *l'Histoire de l'Empire ottoman* dirigée par Mantran ou *l'Histoire des peuples arabes* de Hourani, ouvrages à l'ampleur inégalée mais écrits il y a plus de trente ans. La nouvelle somme d'Eugene Rogan n'actualise que partiellement l'ouvrage d'Hourani, qui fut son lointain prédécesseur à Oxford : initialement publiée en anglais en 2009 et traduite en français sous le titre *Histoire des Arabes de 1500 à nos jours*, elle porte essentiellement sur les XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles et privilégie le second par rapport au premier. À l'ouvrage dirigé par Mantran, lequel faisait une place exceptionnelle au monde arabe grâce à la collaboration d'André Raymond, s'ajoute depuis 2022 *Pourquoi l'Empire ottoman ?*, une ambitieuse réflexion d'Olivier Bouquet qui intègre les formidables bouleversements historiographiques des dernières décennies sur les six siècles d'histoire ottomane.

D'autres ouvrages au titre général ne traitent que du XX<sup>e</sup> siècle et d'une région relativement circonscrite : *l'Histoire du Proche-Orient contemporain* de Leyla Dakhli (2015) va de 1916 aux révolutions de 2011 et concerne les seuls États qui furent sous mandat britannique et français durant l'entre-deux-guerres (Palestine/Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Irak). Malgré quelques erreurs factuelles, il propose une approche « par le bas » qui renouvelle l'histoire politique dominante, elle-même le plus souvent compartimentée par pays. Dans son essai *Les Arabes, leur destin et le nôtre* (2015), Jean-Pierre Filiu donne une lecture engagée de l'histoire contemporaine du monde arabe, centrée sur la période la plus récente.

À ses débuts, l'expression de « Moyen-Orient », comme celle de « Question d'Orient » avant elle, situait la région ainsi désignée dans un rapport de force inégal avec les puissances européennes et avec la Russie. Aussi les relations internationales en alimentent-elles régulièrement l'historiographie : signalons le remarquable livre, bien qu'ancien (1973), de Marcel Colombe, *Orient arabe et non-engagement*, pour une période peu traitée et mal connue en France (les années 1950 et 1960) ; signalons aussi *Ali et les quarante voleurs, impérialismes et Moyen-Orient de 1914 à nos jours* de Jacques Thobie (1983), plus solide et utile que ne le laisse entendre son titre, et, beaucoup plus récent, *La Question d'Orient* de Jacques Frémeaux (2014), un ouvrage de facture classique qui intègre heureusement, avec un grand talent d'écriture, l'Asie centrale, l'Afghanistan et le sous-continent indien, du point de vue des relations internationales et de l'histoire des circulations, sans s'attarder sur les populations et sociétés locales.

Des États et des capitales ont fait l'objet d'ouvrages parus chez Fayard : par exemple *L'État d'Israël* (2007) sous la direction d'Alain Dieckhoff, *Histoire de la Syrie XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle* (2018) de Matthieu Rey, ou *Histoire de Beyrouth* (2003) de Samir Kassir, venue s'ajouter à de plus anciennes monographies d'André Raymond et Robert Mantran, respectivement *Le Caire* et *Histoire d'Istanbul*. L'excellent livre collectif, *L'Égypte d'aujourd'hui*, publié aux éditions du CNRS en 1977 et suivi des non moins excellents *La Syrie d'aujourd'hui* (1980) et *La péninsule Arabique d'aujourd'hui*, sous la direction de Paul Bonnenfant (1982) – ouvrages désormais à caractère de source et disponibles en ligne –, a des équivalents plus récents chez Actes Sud : on consultera utilement ceux dirigés par Baudouin Dupret *et al.*, *L'Égypte au présent : reflets d'une société* (2007) et Vincent Battesti et François Ireton, *L'Égypte au présent. Inventaire d'une société avant la révolution* (2011). Le grand œuvre d'Henry Laurens sur *La question de Palestine*, en cinq tomes parus de 1999 à 2015, est indispensable, comme désormais la synthèse d'Anne-Claire de Gayffier-Bonneville sur l'Égypte contemporaine (*Histoire de l'Égypte moderne. L'éveil d'une nation, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, 2016), ou celle de Philippe Périat sur les pays pétroliers (*Aux pays de l'or noir. Une histoire arabe du pétrole*, 2021).

Dans trop d'ouvrages consacrés au Moyen-Orient, il n'est question que de la période la plus récente : le passé antérieur au xx<sup>e</sup> siècle, a fortiori aux années 1800, est le plus souvent négligé. De façon caractéristique, bien des livres qui paraissent aujourd'hui, en français ou en anglais, se gardent de préciser la moindre chronologie dans leur titre : ce ne sont pas, en effet, des livres d'histoire. Les débats historiographiques sont parfois absents de travaux écrits rapidement et dans le but légitime de donner des clés de compréhension au grand public. C'est le Moyen-Orient très contemporain, disons à partir des années 1990, dans le meilleur des cas à partir des années 1970, qui retient l'attention des éditeurs et du public. Il est davantage scruté par les spécialistes de sciences politiques, de géopolitique et de géographie (plusieurs atlas sont parus ces dernières années) que par les historiens. Le politique en général, et l'islam politique en particulier, y occupent une place de choix, signe de la vitalité de ce champ d'études, animé par les livres de Gilles Kepel et l'excellente collection de thèses sous sa direction aux PUF, ainsi que par l'œuvre du sociologue Olivier Roy, philosophe de formation, et par de trop rares historiens comme Élisabeth Picard, *La politique dans le monde arabe* (Armand Colin, 2006). La plupart des travaux récents

sur l'Arabie Saoudite sont dus à des politologues (Stéphane Lacroix et Nabil Mouline), mais une jeune génération d'historiens s'intéresse enfin aussi au Golfe, ainsi que le montrent les travaux de Philippe Pétriat (à commencer par sa thèse, désormais publiée, qui proposait une histoire économique et sociale des marchands de Djedda aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles) et ceux de Guillemette Crouzet (thèse publiée sous le titre *Genèses du Moyen-Orient*, dans une perspective d'histoire économique et d'histoire impériale britannique).

On pourrait énumérer les titres. La compartimentation est telle qu'il n'existe en français aucune histoire de l'islam moderne et contemporain, pas davantage de vaste histoire du monde musulman au XX<sup>e</sup> siècle sur le modèle du classique allemand de Reinhard Schulze, *Geschichte der islamischen Welt* (écrit en 1992-1993, paru en 1995, traduit en anglais, en italien et même en tchèque, mais pas en français, réédité en allemand avec une importante mise à jour en 2016). Le beau livre du grand spécialiste de littérature arabe André Miquel, *L'Islam et sa civilisation (VII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, dont la première édition date de 1968, tout comme l'ouvrage plus tardif du géographe Xavier de Planhol, *Les nations du Prophète* (1993), furent longtemps seuls à tenter une réflexion globale qui dépassât les frontières nationales ou linguistiques, et s'inscrivît dans une longue durée. C'est dire comme l'ouvrage dirigé par Pascal Buresi et mentionné plus haut, *Histoire des pays d'Islam*, est bienvenu. Saluons l'essai courageux de Nadine Picaudou sur l'islam des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles (*L'Islam entre religion et idéologie*, 2010), et, sur des questions centrales – sociologie politique, violence ou révolutions – les synthèses suggestives de Hamit Bozarslan, seul en France à travailler à la fois sur les mondes turc, kurde et arabe : on songe notamment à *Une histoire de la violence au Moyen-Orient de la fin de l'Empire ottoman à Al-Qaïda* et à *Sociologie politique du Moyen-Orient*, deux ouvrages publiés chez La Découverte respectivement en 2008 et 2011.

On ne peut penser qu'à partir d'un terrain ou d'une période que l'on connaît : les trois auteurs du présent ouvrage, arabisantes et spécialistes du Moyen-Orient, avec une réorientation partielle de leurs recherches vers le Maghreb (Maroc, Tunisie), ne peuvent guère prétendre à une compétence plus large que celle des excellents spécialistes nommés ici. L'évolution historiographique récente, les besoins d'un enseignement aux horizons plus vastes que par le passé et les urgences d'une actualité douloureuse les ont pourtant incitées à proposer une histoire du vaste Moyen-Orient sur une période assez longue. L'expression de

Moyen-Orient, dont on voit bien l'intérêt pour les xx<sup>e</sup> et xxi<sup>e</sup> siècles, est anachronique pour tout le xix<sup>e</sup> siècle (a fortiori pour la période qui précède), puisqu'elle ne fut employée pour la première fois, sous sa forme anglaise de *Middle East*, qu'en 1902-1903, pour désigner les zones terrestres ou maritimes proches de l'Inde et de plus en plus soumises à l'influence britannique. Depuis, son acception a beaucoup varié. Le titre de cet ouvrage la retient, non seulement parce qu'elle est pratique dès lors qu'on veut aborder un vaste espace, mais aussi parce que l'actualité, les conflits et une visée américaine englobante l'imposent. Hamit Bozarslan a souligné les rapides changements de sens de la notion – devenue synonyme d'un islam mondialisé ou de conflits qui essaient dans le monde : l'Europe elle-même ne fait-elle pas partie du Moyen-Orient quand des populations d'origine turque ou arabe y importent, questionnent, parfois rejettent, parfois adaptent, des idées, des modes de vie ou une vision des conflits, dont l'écho est amplifié par la vertu des télévisions satellites, des réseaux sociaux et du transport aérien de masse ?

Dans cet ouvrage, le lecteur se contentera, si l'on ose dire, de voyager de l'Égypte à l'Iran et de la mer Noire à l'océan Indien, dans un territoire qui était essentiellement sous souveraineté ottomane ou qajare au début du xix<sup>e</sup> siècle et recouvre aujourd'hui les États suivants : Turquie, Iran, États arabes orientaux – États du Machreq : Égypte, États de la péninsule Arabique, Syrie, Liban, Jordanie, Irak –, Israël et territoires palestiniens. Cette large acception permet de sortir de la seule histoire de l'Empire ottoman et des États arabes ou turc qui lui succédèrent pour englober l'Iran. L'Afrique du Nord, soit l'Occident arabe ou Maghreb, ne sera pas ignorée, ni les pays qui firent partie de l'Empire ottoman jusqu'au xix<sup>e</sup> siècle (Algérie, Tunisie), voire le début du xx<sup>e</sup> (Libye), ni le Maroc qui ne lui appartient jamais. Nous ferons aussi, à l'occasion, des incursions en Asie centrale et en Afghanistan. En voyant large, nous ambitionnons d'échapper à l'arabo-centrisme et au turco-centrisme qui dominant, inévitablement peut-être, la recherche française.

Notre ouvrage a ses lacunes : nous regrettons de ne pas avoir étendu davantage cette histoire du Moyen-Orient au Maghreb qui en partage bien des traits religieux, historiques, culturels et linguistiques. La période coloniale au Maghreb est particulièrement absente. Il est vrai qu'une abondante production en français pouvait nous dispenser de la traiter alors que le volume du présent ouvrage est déjà compté. L'on ne doit pourtant pas se résigner au primat d'une histoire coloniale élaborée à partir de sources exclusivement en langue française mais valoriser aussi les



sources en langue arabe comme le fait toute une jeune génération d'historiens : Charlotte Courreye, Augustin Jomier, M'hamed Oualdi, Antoine Perrier, Ismail Warscheid. Une synthèse qui donnerait une nouvelle lecture de l'histoire du Maghreb en tenant compte de ces sources, ainsi que des périodes pré- et post-coloniale, est à espérer : la période coloniale y serait enfin située dans une continuité historique plus ample, « en deçà et par-delà le colonial » (M'hamed Oualdi), dans un contexte arabe ou musulman global, et non dans le seul tête-à-tête avec la France.

Tout en rendant compte de la diversité des peuples, des langues, des religions et des histoires particulières, l'on est fondé à étudier l'espace moyen-oriental comme un ensemble, non seulement pour des raisons géopolitiques, mais aussi du fait de ses « forces cohésives », comme l'écrivait André Raymond à propos des provinces arabes de l'Empire ottoman. Ces forces sont celles d'une histoire commune – pour beaucoup, de près ou de loin, une histoire ottomane – et d'une vraie unité due à la présence très ancienne de l'islam, de sa culture et de son système juridique. De là à donner à l'islam la part prépondérante qui lui revient dans les titres cités ci-dessus, *Geschichte der islamischen Welt* ou *Histoire des pays d'Islam*, il y a un pas que nous n'avons pas franchi. Nous l'avons dit, nous traitons peu du Maghreb, à peine de l'Asie centrale et de l'Afghanistan et pas du tout ni du sous-continent indien, ni de l'Asie du Sud-Est (Indonésie et Malaisie). Nous n'avons cependant jamais souhaité réduire l'islam à la portion congrue, comme le font souvent les spécialistes des sciences sociales en utilisant prudemment, dans un paragraphe marginal, quelques mots passe-partout tels qu'« islamisme », « confrérie », « réformisme » ou « droit musulman ». Les progrès stupéfiants, à l'échelle mondiale, de l'histoire religieuse, culturelle et intellectuelle, juridique aussi, des sociétés majoritairement musulmanes à l'époque moderne et contemporaine ne peuvent être ignorés. Ils permettent aux historiens de donner à l'islam toute sa place dans le devenir de ces sociétés, sans céder au culturalisme d'antan, mais en prenant en compte leurs sources et leurs voix.

D'autres champs historiographiques, naguère négligés, se sont considérablement développés, pour l'histoire du Moyen-Orient comme ailleurs : histoire des circulations et des échanges ; histoire des femmes, de la famille, du genre ; histoire des médias et histoire culturelle en général. L'histoire rurale et, pour le xx<sup>e</sup> siècle, l'histoire des institutions politiques ainsi que l'histoire économique sont encore trop négligées : on n'y remédiera pas tout à fait. Il serait temps enfin, dans un genre où domine

inévitablement l'approche géopolitique, qu'une place soit faite aux autres sciences sociales, comme l'anthropologie, la sociologie et la géographie, et que la voix de l'histoire littéraire ou plus généralement artistique soit mieux entendue. Les géographes ont décloisonné les espaces linguistiques plus tôt que les historiens et quelques-uns de leurs travaux de synthèse figurent toujours dans les bibliographies que nous donnons à nos étudiants quand nous traitons du Moyen-Orient aux  $xx^e$  et  $xxi^e$  siècles : ainsi *Les nations du Prophète* de Planhol, déjà mentionnées, les publications de Georges Mutin, et un utile manuel de premier cycle universitaire de Karine Bennafla, Delphine Pagès El-Karoui et Olivier Sanmartin, *Géopolitique du Maghreb et du Moyen-Orient* (2007), plus ancré dans les réalités sociales que son titre ne l'indique. Dans ses ambitions et sa réalité modestes, notre livre ne prétend pas relever tous les défis signalés ici, mais du moins suggérer des pistes de recherche et d'enseignement.

Si la définition des espaces et des approches pose problème, celle de la périodisation n'est pas moins délicate. Le plan de cet ouvrage est chronologique : il suit inévitablement un schéma essentiellement dicté par le politique. Pourquoi commencer en 1800 ? L'Expédition d'Égypte n'est certainement pas le début claironnant de la modernité en Orient : parenthèse dans l'histoire égyptienne, elle représente tout de même un tournant, parce qu'elle créa un précédent en matière de campagne coloniale, et qu'une fois les Français partis, c'est un nouveau régime qui advint, fondé sur un pouvoir héréditaire d'origine turque et balkanique, sur le resserrement des liens de la dynastie régnante avec l'Empire ottoman et sur une idéologie du patriotisme exprimée en arabe. Commencer à la fin du  $xviii^e$  siècle nous permet de dresser le tableau d'une région dynamique que rien ne condamnait au déclin, à l'effondrement, au diktat colonial (chapitre 1). Le début des réformes concerne toute la région : Égypte, Empire ottoman, Iran, Maroc (chapitre 2). De 1856 à 1882, les réformes à leur sommet coïncident avec une pression économique européenne et l'accentuation des déséquilibres (chapitre 3). La période 1882-1914 voit partout la montée des nationalismes et les premières révolutions (chapitre 4). La Première Guerre mondiale et la fin de l'Empire ottoman correspondent à une décennie décisive, 1914-1924 (chapitre 5). Les transformations rapides qui vont de l'entre-deux-guerres – apogée colonial – aux indépendances représentent les riches heures de la construction des États et du nationalisme arabe, ainsi que les débuts du problème palestinien et du conflit israélo-arabe, 1923-1948 (chapitre 6). Les coups d'État révolutionnaires et les revendications de souveraineté, aussi bien

politique qu'économique, au temps de la guerre froide et de la décolonisation, 1950-1970 (chapitre 7), précèdent la montée générale de l'islamisme à partir des années 1970, tandis que le libéralisme économique s'accommode partout de dictatures impitoyables et stables jusqu'au début des années 2000 (chapitre 8). Un chapitre évoque les conflits ouverts par l'invasion américaine de l'Irak en 2003 et les révolutions de 2011 (chapitre 9). L'ouvrage s'achève en récapitulant les mutations et les dynamiques des sociétés du Moyen-Orient depuis la fin du xx<sup>e</sup> siècle (chapitre 10).

Comme notre recueil de textes, *Le Moyen-Orient par les textes XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, paru en 2011 chez Armand Colin et relayé par *Le Maghreb par les textes* (2020), dont les auteurs sont Charlotte Courreye, Augustin Jomier et Annick Lacroix, la première édition de ce manuel dut beaucoup au soutien de Corinne Ergasse. La deuxième n'aurait pas vu le jour sans la patience de Marie Lécrivain. Nous les remercions vivement, comme nous remercions nos relecteurs, Augustin Jomier, Alain Jaouen et Stéphane Lacroix, pour leurs remarques sagaces lors de la première édition. Nos deux ouvrages sont fondés sur une longue expérience d'enseignantes, en licence et en master, essentiellement à la faculté des Lettres de Sorbonne Université (ex-Paris-Sorbonne, Paris IV) et à l'INALCO. Nous rendons hommage aux professeurs, auteurs ou coauteurs des livres et manuels des années 1980 avec lesquels nous avons débuté et auxquels nous restons redevables, notamment les regrettés Dominique Chevallier, Marcel Colombe, Gilbert Delanoue, Robert Mantran, André Raymond, Gilles Veinstein. Puisse ce livre ne pas être indigne de leur mémoire. C'est avec plaisir que nous reconnaissons notre dette amicale envers François Georgeon, Robert Ilbert, Henry Laurens et Yann Richard, ainsi qu'envers nos nombreux étudiants de licence pour lesquels ces cours ont été indéfiniment remis en chantier, nos étudiants de master et de doctorat qui nourrissent la recherche en train de se faire et nos jeunes collègues, parfois d'anciens étudiants, dont les connaissances, l'énergie et les approches renouvelées nous sont une constante stimulation. Nous remercions les différents invités, trop nombreux pour être cités ici, venus parler au séminaire que nous animons ensemble depuis 2010, avec Philippe Pétriat. Que celui-ci trouve dans notre manuel l'expression de notre vive reconnaissance, tout comme les collègues et amis qui participèrent un temps à l'aventure de ce séminaire commun : Olivier Bouquet, Benjamin Lellouch, Nicolas Michel et M'hamed Oualdi. Nous remercions enfin Éric Verdeil qui nous a aidés à concevoir les cartes, ainsi que Lolita Bouvet et Anas Mohammad Ali qui nous ont fourni la photographie de couverture.



# Le Moyen-Orient vers 1800

## Quelques notions : Orient, entités politiques, frontières

La notion de « Moyen-Orient » fut inventée en 1902-1903 pour des raisons géopolitiques par des experts britanniques et américains : ils désignèrent ainsi l'ensemble régional qui s'étendait de l'Égypte aux Indes. À la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, le terme n'existait dans aucune langue et on parlait en Europe d'« Orient » pour évoquer l'Empire ottoman et la Perse. Vers 1800, l'Empire ottoman, multiethnique, multiconfessionnel et polyglotte, s'étendait sur trois continents, entre les Balkans, l'Anatolie, le Caucase et la plupart des régions de langue arabe. Prêtaient allégeance au sultan ottoman une partie de la péninsule Arabique, notamment le Hedjaz où se déroule le pèlerinage aux Lieux saints (La Mecque et Médine), l'Irak, le Bilâd al-Shâm (États actuels de Syrie, Liban, Israël et Palestine, Jordanie), l'Égypte et le Maghreb, à l'exception notable du Maroc que l'Empire échoua à conquérir. Quant au Yémen, il ne fut ottoman que fugitivement. L'expression anachronique de « provinces arabes », consacrée par l'usage français, ne correspond ni aux divisions administratives, ni aux conceptions du temps. La *vilayet-i 'Arab*, au XVII<sup>e</sup> siècle, désignait la province d'Alep. Dans les sources ottomanes, les termes *diyar-i 'Arab* ou *Arabistan* désignent tantôt le seul Bilâd al-Shâm, tantôt celui-ci joint à l'Égypte, mais n'incluent jamais le Maghreb. La perception d'un pays des Arabes est également absente des sources arabes de l'époque.

Le cœur de l'Empire fut longtemps sa partie européenne – la Roumélie – qui représenta l'essentiel de sa population et de ses ressources jusqu'à la conquête des provinces arabes au XVI<sup>e</sup> siècle. Le rapport au centre, à la capitale Istanbul, à l'État et à sa bureaucratie est

essentiel. Les impressionnantes archives étatiques, de nature fiscale ou administrative, le documentent à l'envi.

L'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle parle d'« Orient », celui du « Voyage en Orient », qu'accomplit un Chateaubriand (son voyage en Méditerranée de 1806-1807 est publié en 1811 sous le titre *Itinéraire de Paris à Jérusalem*), un Lamartine (1832-1833) ou un Nerval (1842-1843) : un pèlerinage à Jérusalem qui passe par la Grèce et par Istanbul, voire par l'Égypte, et donne bientôt à la Palestine une centralité nouvelle. Ainsi invente-t-on la Terre sainte au long du XIX<sup>e</sup> siècle, non seulement dans une réminiscence plus ou moins explicite du « mythe de croisade », mais bientôt aussi dans une volonté d'historiciser la Bible et d'en vérifier l'exactitude sur le terrain, comme le fait Edward Robinson (1794-1863). Nourri par le renouveau protestant américain et par l'élan missionnaire catholique et protestant, le XIX<sup>e</sup> siècle fut le grand Siècle des missions en Orient : ainsi apparut en français la catégorie des « chrétiens d'Orient ».

On utilise l'expression « Question d'Orient » à partir de 1774, date à laquelle fut signé le traité de Kütchük-Kaynardja, à l'issue de la guerre entre l'Empire ottoman et la Russie : il eut pour conséquence un important recul de l'Empire au nord de la mer Noire (perte du khanat de Crimée). Par « Question d'Orient », on désigne l'implication des puissances européennes, et leur intense rivalité, dans les conflits intérieurs et les guerres de l'Empire ottoman, puis finalement la part prise à son démembrement qui aboutit à la création de la République turque et des États arabes du Proche-Orient au début des années 1920. Ces puissances européennes sont avant tout la Russie, intéressée par la protection des orthodoxes et des Slaves, ainsi que l'accès aux mers chaudes, l'Autriche qui lutte contre l'Empire dans les Balkans, la France qui développe et défend ses fortes positions commerciales et culturelles, et le Royaume-Uni qui veut protéger la route des Indes. Plus tard, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, une fois leur unité constituée en 1870, l'Italie et l'Allemagne, ainsi que l'Autriche-Hongrie prendront part aux rivalités des puissances européennes. Celles-ci sont intéressées tantôt au statu quo de l'Empire, tantôt, et le plus souvent, à sa mise sous tutelle économique et politique, voire à son démembrement.

Jusqu'en 1800, les frontières de l'Empire n'étaient pas aussi définies qu'elles le devinrent au XIX<sup>e</sup> siècle. C'est au cours des négociations du traité de Karlowitz en 1699 que les territoires furent délimités et que l'on passa d'une frontière-zone à une frontière-limite. Même évolution sur les frontières orientales de l'Empire : l'identité constitutive des montagnes du Kurdistan joua précisément de ce rôle frontalier peu fixé. L'Irak était

une autre zone frontière où la forte influence iranienne se fit longtemps sentir. L'Iran, resté nominale­ment indépen­dant durant toute son histoire, connut des menaces similaires à celles de l'Empire ottoman : à la fin du XVIII<sup>e</sup> et au début du XIX<sup>e</sup> siècle, la Russie amputa ses possessions dans le Caucase, tandis que l'Angleterre fit de l'Afghanistan, jadis iranien, un État-tampon sur la route de l'Inde. Côté ottoman, la Question d'Orient s'achève en quelques étapes : 1918 marque la défaite de l'Empire ottoman, suivie de sa disparition en 1922 et de son remplacement par des États-successeurs dont la Turquie républicaine en 1923 (traité de Lausanne). Au même moment, un coup d'État en Iran renverse la dynastie des Qajars au profit de la dynastie des Pahlavis. Seul, le Maroc ne connaît pas alors de changement de régime, mais est soumis en 1912 à la colonisation française, comme l'Algérie (1830) et la Tunisie (1881) avant lui.

Les guerres que l'Empire ottoman mena au long du XIX<sup>e</sup> siècle furent presque toutes des défaites, et ses territoires l'un après l'autre arrachés, tandis qu'il perdait, comme le Maroc ou l'Iran, son indépendance économique au profit de sociétés occidentales. Projeter un siècle plus tôt la situation de sujétion économique et politique effectivement réalisée lors de la Première Guerre mondiale et en chercher l'inéluctable progression au long du XIX<sup>e</sup> siècle est une vision téléologique qui a longtemps prévalu. Pourtant, l'histoire de l'Empire montre qu'il fit preuve jusqu'au bout d'une impressionnante vitalité. L'historiographie récente de l'époque moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles) et du premier XIX<sup>e</sup> siècle a indiqué la vitalité durable des échanges et des dynamiques propres qui caractérise l'Empire ottoman, et plus généralement le monde musulman. Ces dynamiques ont été longtemps occultées par la domination européenne au XIX<sup>e</sup> siècle, financière, économique, diplomatique, bientôt politique par le biais de la colonisation. Sortir d'une vision européo­centrique, prendre en compte la période moderne (XVI<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles), s'intéresser enfin à des sources, des voix et finalement d'autres approches que celles qui ont longtemps prévalu – tout cela permet de renouveler aujourd'hui l'histoire des espaces et des sociétés du Moyen-Orient.

## Traits géographiques : de forts contrastes, de fortes contraintes

Quelques facteurs géographiques dominant, d'abord la faiblesse générale de la pluviométrie. Les contrées désertiques sont nombreuses :

le Sahara, la péninsule Arabique, les grands déserts de l'Iran central comme le Kavir et le Lut. Peu de cours d'eau dans une région où grands fleuves et deltas sont l'exception : immense delta du Nil soumis à la crue annuelle ; delta du Tigre et de l'Euphrate, le Chatt al-'Arab ; fleuves plus mineurs comme l'Oronte ou le Jourdain. En Syrie, en Anatolie, en Asie centrale, dominant des paysages steppiques où pâturent des troupeaux transhumants sous la conduite d'éleveurs nomades ou semi-nomades. Des montagnes, généralement mieux arrosées, mais souvent aussi pelées comme en Iran. Dans le monde que nous dirions aujourd'hui « arabe », le terme « Arabes » (*al-'Arab et al-'Urbân*), en 1800, désigne précisément les habitants des déserts, nomades ou semi-nomades, éleveurs de moutons, de chèvres ou de chameaux ; le terme désigne aussi les Bédouins pillards, redoutés et méprisés par les populations arabophones des villes syriennes ou des villages égyptiens. Une menace similaire de brigandage pèse jusqu'à l'entre-deux-guerres sur les villages du plateau iranien.

Des hinterlands (arrière-pays) mieux arrosés sont, malgré leur relief et des conditions géographiques difficiles, des zones de contact. Ainsi le Kurdistan, passage entre turcophones et locuteurs de langues iraniennes auxquelles appartiennent les langues kurdes : kurmandji au nord, sorani et mukri pour la zone centrale du Kurdistan, le laki au sud, ainsi que la langue zaza, considérée par ses locuteurs comme kurde ; ainsi les montagnes et plateaux du Yémen, berceau de savants et de commerçants qui pèrègrinent entre Inde, péninsule Arabique et Égypte. Les grands centres de population sont souvent situés sur ces zones de contact, comme les piémonts iraniens bâtis sur le contraste entre le *yeylâq* ou *sardsir* (montagne, fraîcheur, eau, pâturages d'été) et le *qeshlâq* ou *garmsir* (plaine chaude, pacages d'hiver). Ces contrastes décisifs opposent, comme en Asie centrale, nomades et sédentaires, d'une façon qui, loin d'être dichotomique, montre au contraire les formules intermédiaires qui ont prévalu. Partout, ces oscillations climatiques et saisonnières disent le poids déterminant des forces de la nature dans un monde justement attentif aux crues des oueds, aux sécheresses et aux épidémies, aux crises de subsistance que les chroniques retracent. À ces contraintes, s'ajoute la menace sismique : l'Anatolie, l'Iran, mais aussi le Maghreb à un moindre degré sont souvent soumis à des tremblements de terre meurtriers.